

**Message de Mme Audrey Azoulay,  
Directrice générale de l'UNESCO,  
à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse  
3 mai 2024**

La planète est au bord du précipice climatique : 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne à la surface du globe de 1,45 °C supérieure à celle de l'ère préindustrielle. D'autres records alarmants ont également été franchis concernant les températures de surface des océans, l'élévation du niveau de la mer ou le recul des glaciers.

Alors que l'humanité fait face à ce péril existentiel, il faut rappeler, en cette Journée mondiale, que le défi climatique est aussi un défi journalistique et informationnel. Aucune action climatique efficace n'est possible en effet sans l'accès à une information scientifique fiable et libre.

C'est pour cela que cette année, cette édition met en exergue ce lien essentiel entre protection de la liberté d'expression – ce bien public mondial – et préservation de notre planète.

Mais cette Journée mondiale est aussi un appel à l'action – pour protéger le journalisme et une information libre et pluraliste.

Un appel à responsabiliser davantage les grands réseaux sociaux, qui doivent renforcer leurs mesures de modération et de régulation pour contrer la désinformation et les complotismes autour du dérèglement climatique, dans la lignée des Principes publiés par l'UNESCO en novembre dernier.

Un appel à doter tous les citoyens de la pensée critique nécessaire pour faire face à la désinformation.

Un appel aussi à protéger les journalistes et les professionnels des médias, les artistes et les scientifiques, trop souvent victimes de harcèlement, de violence et de censure. Car une étude de l'UNESCO, qui paraît ce mois-ci, le montre : 70 % des reporters environnementaux ont été victimes d'attaques, de menaces ou de pressions à cause de leur travail. Et 44 journalistes environnementaux ont été tués ces 15 dernières années.

L'accès à une information fiable est d'autant plus vital en cette « super année électorale » où quelque 2,6 milliards de citoyens sont appelés aux urnes. Comment, en effet, ces électeurs pourraient-ils rester maîtres de leur propre destin, si leurs choix sont altérés par de fausses informations et polarisés par des discours de haine ?

Dans ce contexte, l'UNESCO reste fermement engagée à défendre la liberté d'expression comme droit humain fondamental et pilier de la démocratie. C'est le sens de nos actions pour défendre les journalistes et les former à la sécurité – y compris dans des situations de crise comme en Ukraine, en Afghanistan, au Soudan ou en Haïti. Dans le même temps, nous avons formé et sensibilisé des milliers de juges, procureurs et forces de l'ordre aux enjeux de la liberté d'expression – car ils en sont des acteurs essentiels.

Ces prochaines semaines, nous allons aussi lancer des initiatives spécialement consacrées à l'environnement : pour mieux protéger les journalistes environnementaux ou pour renforcer l'éducation aux médias et à l'information sur les grands réseaux sociaux.

En ce 3 mai, l'UNESCO voudrait donc rappeler un message simple : protéger une information libre et plurielle, c'est aussi, dans le même temps, protéger nos démocraties comme notre planète.